

Les religieux canadiens critiquent la morale sexuelle catholique

Contraception, avortement et protection contre le sida sont en tête de liste des préoccupations de la Conférence religieuse du Canada

Un organisme représentant 20 000 religieux canadiens déplore la rigidité de la morale sexuelle catholique, et réclame un débat sur le mariage des prêtres et l'ordination des femmes.

«Nous regrettons la défense de principes qui ne rejoignent pas l'expérience humaine : divorce, contraception, avortement, protection contre le sida, allègement de souffrances en fin de vie», peut-on lire dans le document obtenu par *La Presse*. Il s'agit d'une lettre envoyée en décembre aux évêques du pays par la Conférence religieuse du Canada, qui regroupe 230 congrégations religieuses, dont les franciscains, les dominicains et les jésuites.

La lettre de 16 pages a été préparée à l'occasion de la visite *ad lumina* des évêques au Vatican, début mai. Cette visite, qui survient tous les cinq ans, permet aux évêques de discuter avec le pape et les prélats de la situation de l'Église canadienne. «Nous avons sondé nos membres au printemps dernier, et avons isolé les grands dénominateurs communs», explique le président de la Conférence religieuse, Alain Ambeault, un clerc de Saint-Viateur. «Il s'agit d'une démarche exceptionnelle, rendue nécessaire par le fossé qui existe entre la réalité et le langage de l'Église. Nous avons été surpris par l'unanimité des congrégations partout au pays.» Environ 60% des membres ont répondu au sondage, et le conseil d'administration de la Conférence a adopté le document à l'unanimité.

Vent de contestation ?

Que pense le père Ambeault de la lettre ouverte publiée cette semaine par 19 prêtres québécois dénonçant l'attitude de l'Église envers les homosexuels ? «Je suis d'accord que l'Église a parfois un langage qui crée de l'exclusion», répond-il, diplomate. Cette semaine, des évêques québécois ont déploré que les 19 prêtres aient écrit une lettre ouverte, au lieu de communiquer discrètement avec leurs évêques, comme le fait la Conférence religieuse.

La lettre de la Conférence religieuse contient des «regrets» et des «souhaits». Les opinions exprimées sous forme de regrets sont moins catégoriques que celle qui forment des souhaits. La lettre place la question de la morale sexuelle sous la rubrique des regrets. Mais l'«ouverture de la discussion» sur l'ordination des femmes et des hommes mariés constitue un souhait. L'homosexualité est abordée timidement par une demande d'«accueil».

Parmi les souhaits, on retrouve aussi l'absolution collective, une forme de sacrement du pardon populaire au Québec, et qui est de plus en plus interdite par le Vatican et les évêques québécois. La lettre demande que l'absolution collective soit permise durant le carême et l'avent. Certains catholiques sont mal à l'aise face à la confession individuelle et préfèrent l'absolution collective.

Au chapitre des sacrements, la lettre regrette que les divorcés remariés ne puissent recevoir la communion, et

souhaite que «la présidence des funérailles et des mariages (sans eucharistie) soit confiée à des laïcs».

Le document mentionne aussi que certains prêtres de pays en voie de développement, qui viennent faire leur ministère au Québec pour pallier le manque de vocations, connaissent mal la culture d'ici. «Il y a des problèmes de compréhension au niveau de la place des femmes, du statut du clergé et de la culture», précise le père Ambeault. Les prêtres d'Amérique du Sud et d'Afrique sont souvent scandalisés par la permissivité morale des Québécois, et le manque de respect envers les prêtres.

Selon un vaticaniste réputé, John Allen, de l'hebdomadaire américain *National Catholic Reporter*, une telle prise de position n'a pas beaucoup de précédents. «Il y a eu de communautés religieuses qui ont produits de tels documents, mais je ne me souviens pas d'une association nationale», a-t-il

expliqué, en marge d'une conférence qui donnait hier à Montréal. «Ce que cela indique, c'est qu'il y a des divisions importantes à l'intérieur de l'Église.»

Quel est le but qu'espère atteindre la Conférence religieuse ? «Nous ne pensons pas que le Vatican va changer sa position, dit le père Ambeault. Mais nous pensons qu'il peut y avoir plus d'autonomie pour les Églises nationales, pour choisir une approche qui convient mieux à leurs fidèles.»

Le président de la Conférence des évêques catholiques du Canada, l'archevêque de Sherbrooke André Guimond, a dit à *La Presse* qu'il ne commenterait pas la lettre de la Conférence religieuse.

La Conférence religieuse regroupe toutes les congrégations religieuses du pays, sauf les communautés contemplatives. L'Opus Dei, prélature à la réputation conservatrice, n'en fait pas non plus partie.

La Presse, 03 mars 2006
journaliste : Mathieu Perreault